



28 juin 2012

Contrat de Partenariat pour la réalisation du Contournement ferroviaire de Nîmes- Montpellier

Annexe 1.4 Etat de la Ligne en fin de Contrat



Annexe 1.4 ETAT DE LA LIGNE EN FIN DE CONTRAT

1 OBJET

La présente Annexe a pour objet de préciser l'état de retour des biens lors de leur remise au terme du Contrat et les modalités de remise de ces biens à RFF en complément des prescriptions du Contrat.

1.1 BIENS CONCERNES

Les biens concernés par cette Annexe sont ceux qui relèvent de la première catégorie de biens définie à l'Article 4.2 du Contrat.

1.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Au terme du Contrat, le Titulaire est tenu de remettre à RFF les biens en bon état de fonctionnement, d'exploitation et d'entretien, à savoir dans un état tel que RFF ou toute autre personne que RFF désignera à cette fin, puisse en poursuivre le fonctionnement et l'exploitation dans des conditions économiques équivalentes à celles du Titulaire au cours du Contrat et dans des conditions techniques permettant d'assurer le respect des objectifs de performance et de disponibilité de la Ligne définis à l'Annexe 8 du Contrat, et sans supporter dans les cinq (5) ans suivant l'achèvement du Contrat, une charge de renouvellement non prévue dans le Plan de maintenance et de renouvellement final.

Au terme du Contrat, l'ensemble des données contenues dans l'ensemble des systèmes d'informations du Titulaire devront être transférées par ce dernier à RFF ou à la société désignée pour assurer la maintenance de la Ligne.

Les exigences vis-à-vis de l'état de retour des principaux sous-systèmes composant la Ligne sont définies à l'Article 3 du présent document.

2 PROCEDURE DE REMISE DE LA LIGNE EN FIN DE CONTRAT

2.1 EN CAS DE FIN NORMALE DU CONTRAT

2.1.1 AUDIT PRELIMINAIRE 6 ANS AVANT LE TERME NORMAL DU CONTRAT

Six (6) ans avant le terme normal du Contrat, le Titulaire désigne, en accord avec RFF, une entité indépendante ayant pour mission :

- de procéder à un diagnostic et à un état des lieux approfondi permettant d'évaluer l'état général de la Ligne, à partir d'une évaluation de la durée de vie résiduelle de chaque sous-système à la fin du Contrat. Cet état des lieux est appelé « Audit préliminaire » dans la suite de la présente Annexe. Cet Audit préliminaire a également pour objet d'évaluer la conformité de la Ligne aux normes en vigueur.
- d'établir, en tenant compte de ce diagnostic et des dispositions du Plan de maintenance et de renouvellement et du Plan de management de la qualité du Titulaire, un projet de programme de maintenance et de renouvellement de la Ligne sur une période de 10 ans débutant cinq (5) ans avant le terme normal du Contrat et s'achevant cinq (5) ans après le terme du Contrat.

L'entité indépendante est un bureau d'études, un groupement de bureaux d'études ou une entité ad hoc composée d'experts. Les experts intervenant au sein de l'entité indépendante sont nommément désignés. Chaque expert doit justifier de références, de qualifications et d'une expérience d'au moins dix années dans son domaine.

Les exigences relatives à l'indépendance sont les mêmes que celles qui s'appliquent à l'Organisme technique indépendant et qui sont précisées dans l'Annexe 2.3. L'entité indépendante est rémunérée par le Titulaire.

Le projet de contrat liant ce groupe d'experts au Titulaire est soumis pour approbation préalable à RFF afin que celui-ci puisse s'assurer notamment des références et qualifications des experts, des garanties apportées en ce qui concerne l'indépendance du groupe d'experts et du caractère suffisant du programme d'audit et d'expertise.

L'ensemble des résultats des contrôles et inspections réalisées par l'entité indépendante, ainsi que les recommandations et avis, sont transmis simultanément à RFF et au Titulaire.

Le diagnostic est le plus complet possible et couvre toutes les composantes de la Ligne. Il consiste notamment en des examens visuels le long de la Ligne ainsi qu'en des essais, des tests et des relevés d'usure (par exemple, profil de rail et épaisseur du fil de contact caténaire). Il est étayé par toutes les données relatives à l'historique des opérations de maintenance, y compris les échanges de constituants et les réparations accidentelles.

Le projet de programme de maintenance et de renouvellement est établi par l'entité indépendante, à l'issue de son Audit préliminaire, selon les hypothèses suivantes :

- la Ligne satisfait aux objectifs de performance définis à l'Annexe 8 sur la période de cinq (5) ans avant le terme du Contrat jusqu'à cinq (5) ans après le terme du Contrat, soit dix (10) ans ;
- les conditions d'entretien et de maintenance de la Ligne sur la période de cinq (5) ans après le terme du Contrat sont comparables à celles pratiquées au cours des cinq (5) années précédant le terme du Contrat ;
- aucune opération de renouvellement de la voie n'est programmée dans les deux (2) ans qui suivent le terme du Contrat ;
- les hypothèses de trafic retenues sont celles définies au point 2.3 ci-après ;
- les conditions de remise et de renouvellement par sous-système sont celles précisées au point 3 de la présente Annexe ;

- les normes, règlements et référentiels pris en référence, sont ceux en vigueur au moment de l'audit préliminaire.

Le projet de programme de maintenance et de renouvellement ainsi établi précise la localisation de chaque opération de maintenance par sous-système, sa consistance et la date au plus tard pour sa réalisation. Il est remis simultanément à RFF et au Titulaire.

Le projet de programme de maintenance et de renouvellement fait l'objet d'un chiffrage détaillé par le Titulaire validé par l'entité indépendante. Ce chiffrage est communiqué à RFF. Celui-ci peut interroger le Titulaire en vue d'obtenir des précisions ou compléments d'informations.

2.1.2 PLAN DE MAINTENANCE ET DE RENOUVELLEMENT FINAL 5 ANS AVANT LE TERME NORMAL DU CONTRAT

Au plus tard cinq (5) ans avant le terme normal du Contrat, le Plan de maintenance et de renouvellement final prévu pour la période des dix années encadrant le terme normal du Contrat est établi par le Titulaire.

Ce programme fait suite à l'audit contradictoire de l'état de la Ligne effectué dans l'année qui précède.

Le Plan de maintenance et de renouvellement final, établi par le Titulaire sur la base des conclusions de cet audit, identifie les renouvellements à entreprendre dans les cinq (5) dernières années du Contrat à la charge du Titulaire, et ceux nécessaires les cinq (5) années suivant le terme du Contrat et qui sont à la charge de RFF.

Ce Plan est établi selon les principes suivants :

- au terme du Contrat, la Ligne doit être remise dans un état permettant son fonctionnement selon des conditions techniques, d'organisation et de coût comparables à celles observées pendant la durée du Contrat et permettant d'assurer le respect des objectifs de performance de la Ligne prévus à l'Annexe 8, pendant une durée minimale de cinq (5) années à compter du terme normal du Contrat ;
- les normes, règlements et référentiels pris en référence, sont ceux en vigueur au moment de l'audit contradictoire sus mentionné ;
- la caractérisation de l'état des biens est celle définie au point 2.3 ci-après ;
- les conditions de remise par sous-système sont celles précisées au point 3 ;
- aucune opération de renouvellement de la voie ne doit être réalisée dans les deux (2) années suivant le terme du Contrat ;
- les autres opérations de renouvellement de la voie seront lissées sur les huit autres années de la période [- cinq (5) ans avant le terme du Contrat ; + cinq (5) ans après le terme du Contrat] ;
- les opérations lourdes de renouvellement relatives aux autres sous-systèmes sont programmées de telle sorte à être lissées sur la période des dix (10) ans autour du terme du Contrat.

La mise au point définitive du Plan fait l'objet d'un accord de RFF. Les observations et réserves éventuelles faites par RFF sur le projet de Plan sont prises en compte. RFF se prononce dans

un délai de six (6) mois à compter de sa transmission. A défaut d'observations expresses sur le Plan de maintenance et de renouvellement final dans ce délai, RFF est réputé ne pas avoir d'observations à formuler sur ce document.

RFF pourra demander la mise en place d'une organisation en recouvrement en fin de période, en vue d'assurer la prise en main des installations par RFF ou toute autre personne que RFF désignera à cette fin, et d'assurer la continuité du service en fin de Contrat, sans que ceci ne puisse en aucune manière modifier les obligations du Titulaire.

2.2 EN CAS DE FIN ANTICIPEE DU CONTRAT

Au plus tard dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification par RFF au Titulaire de son intention de mettre un terme au Contrat, les Parties procèdent à l'établissement d'un état des lieux contradictoire destiné à déterminer les prestations et corrections à réaliser afin d'assurer la remise de la Ligne à RFF conforme, le cas échéant et sauf événement de force majeure rendant impossible leur application, aux dispositions du Plan de maintenance et de renouvellement et du Plan de management de la qualité du Titulaire au regard de la période allant de la date de la notification par RFF mentionnée ci-dessus jusqu'à la date effective de fin du Contrat.

2.3 CARACTERISATION DE L'ETAT DES BIENS

L'état des biens constitutifs du Contrat s'exprime par une durée de vie résiduelle minimale pour chaque sous-système.

Cette durée de vie s'évalue, soit à partir d'objectifs de niveaux d'usure à respecter, soit de performances de disponibilité qui peuvent être maintenues à un niveau stable sans encourir de coûts d'entretien excessifs ou en dérive par rapport aux exercices antérieurs.

Elle peut dépendre aussi d'une échéance d'obsolescence identifiée.

Pour les pièces ou éléments soumis à une usure du fait du passage des trains, le trafic de référence à considérer pour l'usure normale durant cette période de cinq (5) ans sera au moins égal au maximum des trafics suivants :

- cinq (5) fois le plus fort trafic annuel constaté sur la durée du Contrat ;
- cinq (5) fois le trafic de la dernière année connue majorée de la plus forte croissance de trafic constatée sur cinq (5) ans dans les dix (10) années précédentes.

Les modalités de détermination des durées de vie par sous-systèmes sont précisées au point 3 ci-dessous.

2.4 CONDITIONS D'EXECUTION DES OPERATIONS PREALABLES A LA REMISE DES BIENS DE PREMIERE CATEGORIE A RFF

RFF est tenu informé, suffisamment à l'avance, des dates de réalisation des travaux prévues dans le Plan de maintenance et de renouvellement final. Il est invité par le Titulaire à participer aux opérations de réception de ces travaux.

3 CONDITIONS DE REMISE PAR SOUS-SYSTEME

En application de l'Article 19.1 du Contrat, la Ligne est réputée être conforme aux prescriptions des directives, lois, règlement et normes en vigueur à la date d'achèvement du Contrat.

Tout remplacement ou modification d'un équipement durant les deux (2) années qui suivent le terme du Contrat, liés à un non respect des dispositions relatives à l'état de remise du sous système défini dans le présent article sont mis à la charge du Titulaire par mobilisation de la garantie visée à l'Article 31.3 du Contrat.

3.1 GENIE CIVIL

3.1.1 RENOUVELLEMENT

Quel que soit leur terrain d'assiette, les ouvrages de terrassements, les assainissements, les ouvrages de drainage, les ouvrages hydrauliques et les ouvrages d'art sont réputés construits pour une durée de vie de cent (100) ans ; ils doivent dès lors être maintenus de telle sorte qu'aucune maintenance exceptionnelle autre que quelques opérations de gros entretien (par exemple opérations de peinture des ouvrages métalliques) n'ait à être réalisée dans les deux (2) ans qui suivent le terme du Contrat.

Pour les clôtures, les fossés, les aménagements paysagers, les protections acoustiques, la politique de maintenance pluri annuelle du Titulaire doit garantir qu'il n'y aura pas d'importante opération de renouvellement à prévoir au cours des deux (2) années suivant le terme du Contrat.

3.1.2 AUTRES TRAVAUX

Les éléments solidaires des ouvrages visés au 3.1.(a) et à durée de vie inférieure à cinq (5) ans doivent être entièrement remis à neuf dans les deux (2) ans précédant le terme du Contrat.

Les éléments à visites ou épreuves périodiques - comme notamment les fondations immergées, les éléments de précontrainte, etc. ou tous autres éléments nécessitant une surveillance particulière identifiée par le DIUO ou les règlements - doivent faire l'objet d'une visite de conformité non assortie de réserves dans les deux (2) ans précédant le remise de l'ouvrage. En cas de réserves, tous les travaux identifiés comme devant être réalisés sont à effectuer aux frais du Titulaire jusqu'à obtention de la levée desdites réserves.

Les éléments à durée de vie spécifique, supérieure à cinq (5) ans et inférieure à cent (100) ans, solidaires ou constituant les ouvrages, doivent faire l'objet d'un remplacement, aux frais du Titulaire, par des éléments neufs d'une pérennité au moins identique à ceux d'origine, pour toute non conformité constatée lors de visites dans la période des dix (10) années précédant le terme du Contrat.

3.2 VOIE ET APPAREILS DE VOIE

3.2.1 RENOUELEMENT

La durée de vie des composants de la voie et des appareils de voie est fonction du vieillissement, du tonnage effectif cumulé supporté et de la qualité de la maintenance assurée par le Titulaire. Elle varie donc en fonction des tonnages selon les tronçons.

L'état des lieux précité mentionne les durées de vie résiduelle de ces composants au terme du Contrat en fonction notamment du retour d'expérience de la maintenance assurée par le Titulaire, du retour d'expérience de RFF sur son réseau de LGV à la date de l'état des lieux.

Le programme des renouvellements doit prendre en compte les renouvellements complets de voie ou d'appareils de voie devant normalement intervenir dans la période des dix (10) années autour du terme du Contrat, débutant cinq (5) ans avant le terme du Contrat et s'achevant cinq (5) ans après le terme du Contrat, en veillant à ce que :

- aucune opération de renouvellement ne soit programmée dans les deux (2) ans qui suivent le terme du Contrat ;
- les opérations de renouvellement de la voie soient parfaitement lissées sur les huit autres années de la période.

Chaque opération de renouvellement doit être conduite de telle sorte que les équipements mis en œuvre avant l'expiration du Contrat, possèdent une pérennité globale au moins égale à celle de l'équipement d'origine.

3.2.2 AUTRES TRAVAUX

Les constituants de la voie font l'objet d'une maintenance pluri annuelle du Titulaire qui doit garantir qu'il n'y aura pas de grosses opérations de maintenance à prévoir dans les deux (2) années suivant le terme normal du Contrat.

3.3 INSTALLATIONS CATENAIRES

3.3.1 RENOUELEMENT

L'appréciation, lors de l'état des lieux, du niveau et de la vitesse d'usure du fil de contact, doit permettre d'identifier si des remplacements massifs sont à prévoir sur la période débutant cinq (5) ans avant la fin du Contrat et s'achevant cinq (5) ans après le terme du Contrat. Si des remplacements massifs sont identifiés, ils seront dans ce cas programmés de telle sorte que les opérations soient lissées sur l'ensemble de la période des dix (10) années.

Ces remplacements doivent être conduits de telle sorte que l'équipement issu du dernier renouvellement avant l'expiration du Contrat possède une pérennité globale au moins égale à celle de l'équipement d'origine.

3.3.2 AUTRES TRAVAUX

Les supports caténares et les autres éléments font l'objet d'une maintenance pluri annuelle du Titulaire qui doit garantir qu'il n'y ait pas de grosses opérations de maintenance à prévoir dans les deux (2) années suivant le terme du Contrat.

3.4 EALE

3.4.1 RENOUVELLEMENT

L'état des lieux doit permettre de déterminer les renouvellements à prévoir et la programmation de ces opérations afin qu'aucune installation ne soit à renouveler dans les cinq (5) ans suivant le terme du Contrat.

3.4.2 AUTRES TRAVAUX

Les éléments à durée de vie inférieure à cinq (5) ans et solidaires de ces équipements sont entièrement remis à neuf dans les deux (2) ans précédant le terme du Contrat.

Les éléments tels que les éléments d'isolement soumis à visites ou épreuves périodiques ou toute autre surveillance particulière identifiée par le DIUO ou les règlements, font l'objet de visites de conformité non assorties de réserves dans les deux (2) ans précédant la remise de l'ouvrage. En cas de réserve, les travaux identifiés comme devant être réalisés à court terme le sont aux frais du Titulaire jusqu'à obtention de la levée desdites réserves.

3.5 INSTALLATIONS DE SECURITE ET INSTALLATIONS DE TELECOMMUNICATION HORS GSM-R

3.5.1 RENOUVELLEMENT

L'état des lieux doit permettre de déterminer les renouvellements à prévoir et la programmation de ces opérations afin qu'aucune installation majeure ne soit à renouveler dans les cinq (5) ans suivant la fin du Contrat.

En cas d'obsolescence technologique de ces sous-systèmes nécessitant leur renouvellement et sous réserve d'une bonne application du Plan de maintenance et de renouvellement pendant la durée du Contrat, il sera fait application des dispositions de l'Article 38.3 (b) du Contrat, étant entendu que l'augmentation des Coûts de renouvellement résultant de la mise en œuvre de cette opération de renouvellement sera prise en charge par RFF.

3.5.2 AUTRES TRAVAUX

Les constituants des installations de sécurité et de télécommunications font l'objet d'une maintenance pluri annuelle du Titulaire, qui doit garantir qu'il n'y ait pas de grosses opérations de maintenance à prévoir dans les deux (2) années suivant le terme du Contrat.

3.6 BATIMENTS

3.6.1 RENOUVELLEMENT

Aucune grosse opération de renouvellement autre que les travaux d'entretien courant ne doit être effectuée dans les cinq (5) ans suivant le terme du Contrat.

3.6.2 AUTRES TRAVAUX

Les éléments à durée de vie inférieure à cinq (5) ans et solidaires de ces ouvrages seront entièrement remis à neuf dans les deux (2) années précédant la fin du Contrat.

Les éléments soumis à visites ou épreuves périodiques ou tous autres éléments à surveillance particulière identifiés par le DIUO ou les règlements font l'objet de visites de conformité sans réserve dans les deux (2) années précédant la remise de l'ouvrage. En cas de réserves, les travaux identifiés comme à réaliser à court terme sont à réaliser aux frais du Titulaire jusqu'à obtention de la levée desdites réserves.

3.7 MATERIELS ET LOGICIELS INFORMATIQUES

Les matériels et logiciels informatiques notamment utiles à :

- la GMAO : gestion de la maintenance assistée par ordinateur,
- le SIG : gestion du système d'information géographique,
- la télésurveillance des installations,
- la gestion des incidents,

sont remis dans une version compatible avec les dernières générations de matériels et de systèmes d'exploitation et autres logiciels d'usage courant et datant de moins de deux (2) ans.

RFF doit disposer de la possibilité d'en conserver, céder ou déléguer l'usage au-delà du terme du Contrat sans limitation de durée.

3.8 DONNEES ET ENREGISTREMENTS

L'ensemble des données et enregistrements relatives à la Ligne et à son exploitation et sa maintenance sont remis à RFF dans un format qui sera précisé un (1) an avant le terme du Contrat.